

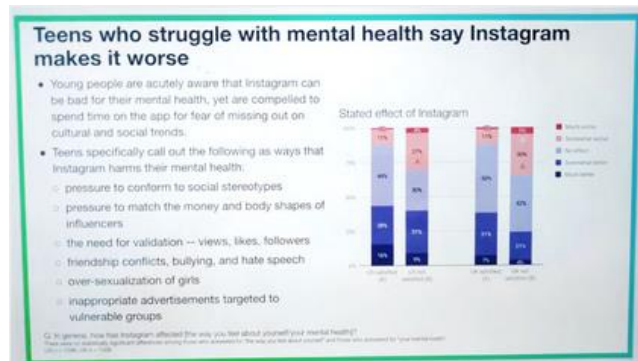
Règles officielles bafouées, nocivité avérée du réseau social Instagram, contribution à une instabilité politique, utilisation par tous types d'organisations criminelles... dans une enquête édifiante¹ publiée le 18 septembre, basée sur la divulgation de communications internes, le Wall Street Journal fait des révélations accablantes sur Facebook. La question du démantèlement est posée avec encore plus d'acuité.

Contrairement à ce que la société affirme, les mêmes règles ne s'appliqueraient pas à tous sur le réseau social

L'enquête révèle en premier lieu qu'un programme interne baptisé « cross check » permettrait à un certain nombre de personnalités -célébrités, personnel politique, journalistes-, de ne pas être contraintes par les mêmes règles que les autres utilisateurs, s'agissant des contenus postés. Un document interne révèle ainsi que « *contrairement au reste de la communauté, un certain nombre de personnes sont autorisées à violer les règles de bon fonctionnement du site.* » Près de 6M d'utilisateurs seraient concernés par l'allègement de ces règles et s'en serviraient à diverses fins, professionnelles, politiques ou judiciaires.

Nocivité gravissime d'ampleur « pandémie » : Facebook serait parfaitement conscient des dégâts causés par son réseau Instagram sur un public adolescent féminin

Facebook aurait parfaitement conscience de la nocivité de son réseau social Instagram (acquis en 2012 pour 1Md\$) sur les jeunes adolescentes –d'ampleur « pandémie » selon les termes-mêmes du rapport : baisse de l'estime de soi, dysfonctionnements graves dans la façon de se nourrir, tentatives de suicide, consommation accrue d'anti



dépresseurs : « Les adolescentes se plaignent de problèmes accrus d'anxiété et de dépression » évoque une note interne à la société, qui ajoute « cette réaction est spontanée et cohérente quelle que soit l'étude menée. » De nombreuses présentations internes en témoignent –voir ci-dessus, source : WSJ, présentation interne Instagram, « Teen Mental Health Deep Dive », 2019. L'expansion de la base de jeunes utilisateurs est pourtant jugée cruciale par la plateforme –ils contribueraient à son chiffre d'affaires

à hauteur de 100Mds\$. 40% des utilisateurs d'Instagram ont moins de 22 ans, 22M d'adolescents s'y connectent quotidiennement contre 5M sur Facebook. Les enjeux sont donc considérables, et les réponses apportées aux pouvoirs publics sur sa nocivité apparaissent totalement évasives comparées à la précision des informations dont dispose réellement la société en interne.

Facebook ne lutterait pas réellement contre les interactions violentes entre membres et contribuerait à une certaine instabilité politique

La société aurait grandement intérêt à favoriser les interactions violentes, politiques, extrêmes, afin de générer davantage de trafic sur la plateforme. Contrairement à ce qu'elle affirme, elle y contribuerait donc activement.

L'enquête se concentre sur un changement d'algorithme opéré en 2018, censé favoriser les « MSI », pour « Meaningful Social Interaction » -en bref, les interactions entre membres du même avis ou de la même famille-, dans le but d'apaiser le réseau. C'est en fait l'effet inverse qui a été obtenu, ce dont s'est rapidement aperçue la société, certains de ses membres confirmant que « *désinformation, toxicité des propos et contenus violents prévalent de façon inhabituelle* ». Des partis politiques européens auraient même constaté un écho singulier et nouveau sur la plateforme.

Alertée à d'innombrables reprises, la société n'aurait pas agi pour modifier ce nouvel algorithme favorisant le trafic sur le réseau. L'explosion de contenus politiques extrêmes, controversés ou violents aurait finalement favorisé l'intrusion au Capitole du 6 janvier 2021.

Les pays les plus pauvres, réservoir à nouveaux utilisateurs... et à recrues pour des réseaux criminels en tous genres

Facebook serait conscient de l'utilisation de son réseau, dans les pays en développement, par tous types d'organisations liées à la drogue, au trafic d'êtres humains ou au terrorisme. Mais un tel risque serait considéré comme « *simply the cost of doing business* ». Recruter, et retenir, les utilisateurs sur le réseau serait considéré comme prioritaire par rapport à exclure des membres. Car 90% des nouveaux utilisateurs proviennent de ces pays les plus pauvres –dits « *pays bidonvilles* » en interne. L'issue majeure semble concerner les cartels de la drogue recrutant sur Facebook, dont les pages pulluleraient, et qu'en réalité le réseau n'arriverait pas à gérer, soit qu'il n'en soit pas capable, soit qu'il n'ait pas pris le sujet à bras-le-corps. C'est plutôt cette deuxième option que privilégie l'enquête, selon laquelle les 3.2M d'heures consacrées en 2020 au nettoyage du réseau auraient été consacrées à 87% au contenu provenant des Etats-Unis, où le risque est considéré comme faible, et seulement à 13% aux pays dits « *At Risk* ». Dans d'autres cas, le rapport, accablant, souligne un manque de moyens consacrés à la lutte contre la violence en général. En Ethiopie par exemple, où des groupes armés agiraient en tout impunité avec l'aide du réseau, les systèmes d'intelligence artificielle seraient inopérants. En Inde, en Israël, dans de nombreux endroits du monde, le rapport foisonne d'exemples de promotion de la violence sous toutes ses formes.

¹ <https://www.wsj.com/articles/the-facebook-files-11631713039?mod=bigtop-breadcrumb>